



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

28-03-2017

Semaine de l'industrie : s'attaquer aux véritables causes

La semaine du 20 au 26 mars été déclarée par le gouvernement « semaine de l'industrie ». C'est la 7^{ème} depuis 2011. Patronat, gouvernants, candidats à l'élection présidentielle y ont été chacun de leurs couplets pour « réindustrialiser » la France, tout en versant de grosses larmes de crocodile sur la situation d'aujourd'hui. Comme s'ils n'étaient pas, les uns et les autres, responsables.

Les pleureuses.

Ecoutons quelques- uns d'entre eux : « La France a un grave problème industriel. Il ne faut pas l'oublier » déclare P. Artus de la banque Natixis, tandis que l'UIMM syndicat patronal de la métallurgie fait les comptes : 820.000 emplois disparus entre 2000 et 2015, que dans l'automobile les constructeurs français n'ont produit que 2 millions de véhicules en 2016 contre 3 en 2007 (1) ou encore A. Sauvot vice-président du Medef que la production industrielle ne représente plus que 12,5% du PIB en 2016 contre 35% en 2000.

Les responsables de cette réalité ce sont eux, le capitalisme et les gouvernements successifs à son service.

Pour la recherche du profit maximum ils ont cassé le tissu industriel, délocalisé à outrance vers les pays à bas coût. Les grands groupes ont supprimé des dizaines de milliers d'emplois, fermé des usines, réduit les investissements, organisé la spéculation financière. Ils ont profité au maximum des milliards de cadeaux du gouvernement. Pour eux c'est une réussite totale. 75,5 milliards de profits en 2016 pour les seules entreprises du CAC 40, plus de 53 milliards de dividendes distribués aux actionnaires. Pour le pays c'est 7 millions de chômeurs, des régions entières sinistrées, une jeunesse sans avenir.

Et ils continuent. Pour cette semaine de l'industrie les fermetures d'usines (Tioxide à Calais, 108 emplois) se poursuivent, des suppressions d'emplois sont annoncées dans tous les secteurs.

Les fausses solutions.

Patronat, gouvernement, candidats ont leurs fausses solutions. Une meilleure formation disent-ils. Certes il faut des salariés bien formés pour travailler mais où quand il n'y a plus d'industrie ? Quand les banques ferment des agences et suppriment des emplois, cela n'a rien à voir avec l'introduction du numérique, des nouvelles technologies mais avec l'utilisation qu'en font les entreprises capitalistes pour exploiter toujours plus les salariés. Il faut être « compétitif » dans la concurrence capitaliste internationale, alors on bloque les salaires, avec le gouvernement on liquide des acquis, on multiplie les cadeaux sociaux et fiscaux payés par le contribuable. Les PME ? Elles sont dans leur immense majorité sous la coupe des grands groupes qui les exploitent. Airbus réclame à ses sous-traitants une réduction des prix de 2% par an. Le lunettier Logo dans le Jura fournisseur unique pour le groupe LVMH ferme quand celui-ci lui retire sa clientèle pour aller produire en Italie. 160 directs disparaissent.

Pour une véritable réindustrialisation.

Les moyens existent. 275 milliards de cadeaux au patronat tous les ans, 80 milliards de fraude fiscale, les centaines de milliards de profits annuels des multinationales, les dividendes versés aux actionnaires. Il y a là les financements pour les investissements, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail.

Les candidats en course à l'élection Présidentielle ? Aucun n'a dans son programme de solution réelle pour développer une grande

politique industrielle. Et pour cause aucun ne remet en cause le capitalisme.

Pour pouvoir utiliser les moyens financiers, économiques existants, développer une industrie répondant aux besoins du peuple et du pays, la classe ouvrière, les salariés doivent avoir à leur disposition les moyens de productions et d'échange. Le pouvoir économique, le pouvoir de décision politique. Les multinationales en disposent. Il faut le leur arracher et en confier la gestion et le contrôle au peuple.

C'est le programme de notre Parti. Pour l'imposer il faut la lutte. La solution passe par la lutte économique quotidienne et par la lutte indispensable contre le capitalisme. C'est à cette lutte qu'appelle notre Parti dans cette campagne de l'élection Présidentielle. Nos candidat(e) s aux élections législatives seront porteurs de ce programme et de cet appel à la lutte contre le capitalisme

(1) La preuve par l'industrie automobile. L'exemple Renault.

Longtemps l'industrie automobile française a été exportatrice, contribuant de manière positive à la balance des paiements. Aujourd'hui c'est inverse.

En 2016 Renault a produit en France 746.000 véhicules (berlines et utilitaires). Ses usines européennes plus la Turquie et le Maroc en ont produit 1.718.400. Toutes le Twingo, les Dacia, Kadjar, Captur, la majorité des Clio vendues en France viennent de l'étranger. Ces délocalisations de production ont ravagé l'industrie et l'emploi Renault en France qui est passé entre 2004 et 2014 de 78.183 à 45.000 (Peugeot est dans le même cas. Pour la même période il passe de 127.950 à 82.000) cela sans compter les suppressions d'emplois chez les fournisseurs, sous-traitants.

Des véhicules sont montés en France avec des pièces fabriquées à l'étranger et importées, des courroies de distribution venant de Chine, de l'électronique embarquée fabriquée en Thaïlande.

Pour les actionnaires toujours plus de profits. Pour 2016 Renault annonce 2490 millions de bénéfice, 15 milliards de trésorerie disponible, Peugeot 1330 millions de bénéfice, 6 milliards de trésorerie. Pour la collectivité les déficits de la protection sociale, de l'assurance chômage, les hausses d'impôts, le blocage des salaires et retraites et allocations, l'austérité, une balance des paiements déficitaire.